

Marché Public de Services

REGLEMENT D'APPEL A CANDIDATURE

Pouvoir adjudicateur :

CAMPUS FRANCE

Siège social :
28, rue de la Grange-aux-Belles, 75010 PARIS

Direction de l'accueil et de la vie étudiante

**Procédure avec négociation
avec présélection des candidatures
Articles L. 2124-3, R. 2124-3 et R. 2161-12 à R. 2161-20
du Code de la commande publique**

Objet du marché public :

**Prestations d'assurance et de gestion garantissant la protection sociale
des Bénéficiaires de Campus France**

MARCHE N° 2025_11

JOUE n° 2025 / n° 4191424

Date et heure limites de remise des dossiers de candidatures

Mercredi 30/04/2025 à 12 heures - (heure de Paris)

Le présent Règlement d'appel à candidature (RAC) comporte 31 pages numérotées de 1 à 31.

SOMMAIRE

| | | |
|-------------|---|----|
| ARTICLE 1 | PRESENTATION DE CAMPUS FRANCE | 4 |
| ARTICLE 2 | CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE..... | 8 |
| Article 2.1 | Objet de l'Accord cadre | 8 |
| 2.1.1 | Objet | 8 |
| 2.1.2 | Forme de la consultation | 11 |
| Article 2.2 | Variantes et offres multiples..... | 12 |
| Article 2.3 | Allotissement | 13 |
| Article 2.4 | Langue de consultation..... | 13 |
| Article 2.5 | Spécifications techniques | 13 |
| Article 2.6 | Quantités prévisionnelles | 14 |
| Article 2.7 | Durée de l'Accord cadre | 14 |
| ARTICLE 3 | CALENDRIER DE CONSULTATION | 14 |
| ARTICLE 4 | CONDITIONS DE PARTICIPATION..... | 15 |
| Article 4.1 | Aptitude à exercer l'activité professionnelle | 15 |
| Article 4.2 | Forme du candidat : candidature individuelle ou sous forme de groupement | 16 |
| Article 4.3 | Intangibilité de la candidature | 17 |
| Article 4.4 | Mise en œuvre de l'interdiction d'attribuer ou d'exécuter des contrats de la commande publique avec la Russie | 18 |
| ARTICLE 5 | DOCUMENTS DE L'APPEL A CANDIDATURE | 18 |
| Article 5.1 | Documents relatifs à la candidature | 18 |
| Article 5.2 | Retrait du dossier d'appel à candidature..... | 19 |
| Article 5.3 | Renseignements complémentaires..... | 19 |
| Article 5.4 | Anomalies, erreurs, incohérence, imprécisions ou omissions du Dossier d'appel à candidature | 20 |
| Article 5.5 | Confidentialité | 21 |
| Article 5.6 | Modification du dossier d'appel à candidature | 22 |
| ARTICLE 6 | DOCUMENTS A PRODUIRE PAR LES CANDIDATS..... | 22 |
| Article 6.1 | Documents relatifs à la candidature | 22 |
| Article 6.2 | Précisions relatives aux candidatures | 23 |
| ARTICLE 7 | CONDITIONS D'ENVOI DES CANDIDATURES | 26 |
| Article 7.1 | Transmission sur support papier des dossiers de candidatures..... | 26 |
| Article 7.2 | Transmission électronique des dossiers de candidatures | 26 |
| Article 7.3 | Document Unique de Maché Européen (DUME)..... | 27 |
| Article 7.4 | Copie de sauvegarde | 27 |
| ARTICLE 8 | ANALYSE DES DOSSIERS DE CANDIDATURES | 29 |

| | | |
|--|---|----|
| Article 8.1 | Régularité et complétude des dossiers de candidatures..... | 29 |
| Article 8.2 | Niveaux minimaux de capacité..... | 29 |
| Article 8.3 | Critères de sélection des candidatures | 30 |
| Article 8.4 | Vérification de l'absence d'interdiction de soumissionner | 31 |
| Liste des Annexes au Règlement d'Appel à Candidature : | | 31 |

ARTICLE 1 PRESENTATION DE CAMPUS FRANCE

Article 1.1 Présentation générale

Présentation de Campus France

L'EPIC Campus France a été créé par la loi n° 2010-873 du 27 juillet 2010 relatif à l'action extérieure de la France ». La loi définit les missions de l'établissement.

L'établissement public Campus France exerce ses missions selon les orientations définies conjointement par ses deux ministères de tutelle, le ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE) et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MENESR).

Missions de Campus France

Campus France assure la promotion à l'étranger du système d'enseignement supérieur français, en particulier au travers de la gestion de programmes favorisant la mobilité des étudiants étrangers vers les établissements d'enseignement supérieur, pour tout ou partie de leur cursus universitaire.

La loi n° 2010-873 détermine plus précisément les missions de l'EPIC Campus France :

- **La valorisation et la promotion à l'étranger du système d'enseignement supérieur et de formation professionnelle français**, y compris par le suivi régulier des ressortissants étrangers ayant accompli tout ou partie de leur cursus dans le système français d'enseignement ou le réseau d'enseignement français à l'étranger ;
- **L'accueil des étudiants et chercheurs étrangers**, y compris l'aide à la délivrance des visas et l'hébergement, en appui aux universités, aux écoles et aux autres établissements d'enseignement supérieur et de recherche, ainsi qu'aux collectivités territoriales ;
- **La gestion de bourses, de stages et d'autres programmes de la mobilité internationale** des étudiants et des chercheurs ;
- **La promotion et le développement de l'enseignement supérieur** dispensé

au moyen des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Le décret n°2011-2048 complète les dispositions de la loi en précisant certaines missions de l'EPIC :

- **Fournir des prestations aux Bénéficiaires de programmes de mobilité internationale** de l'Etat ou de ses partenaires ;
- **Assurer, dans son domaine de compétences, l'organisation logistique de séminaires**, colloques et conférences et des actions de formation ;
- **Animer un forum Campus France avec les établissements d'enseignement supérieur français** chargé d'émettre des recommandations au conseil d'administration de l'établissement public sur les questions de promotion à l'international de l'enseignement supérieur de la France ;
- **Coordonner et aider à élaborer la réponse française aux appels d'offres internationaux** dans le domaine de la promotion de l'enseignement supérieur ; l'établissement peut également se présenter en tant qu'opérateur et répondre lui-même à un appel d'offre international sans préjudice des compétences de l'établissement France expertise internationale ;
- **Contribuer à la définition des orientations des Espaces Campus France dans les postes diplomatiques**, afin d'assurer la meilleure articulation entre les besoins exprimés par les postes diplomatiques et ceux des établissements d'enseignement supérieur français.

Article 1.2 Présentation des activités de gestion des Bénéficiaires de mobilité de Campus France

Campus France accompagne la mobilité d'étudiants étrangers ou de Stagiaires que ces derniers soient boursiers du gouvernement français (BGF) ou boursiers de gouvernements étrangers (BGE) ou boursiers d'autres organismes français ou étrangers (entreprises, fondations, établissement de formation...).

Il accompagne également d'autres types de mobilités dans le cadre de

programmes spécifiques du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE).

Contractuellement l'EPIC agit pour le compte de ces clients (usuellement désignés sous le terme mandant), principalement publics, au travers de conventions de mandat qui fixent l'étendue de son intervention.

La convention de mandat qui lie l'EPIC aux mandants précise le périmètre des interventions de l'établissement sous l'acronyme de BMI (Bourse, mission, invitation), reprenant ainsi les composantes des différents types de dossiers traités :

- Des boursiers (BGF ou BGE), qui sont étudiants ou Stagiaires,
- Des missionnaires (experts français ou étrangers) se déplaçant à l'étranger dans le cadre de mission de coopération),
- Des invités (personnalités étrangères) du gouvernement français se déplaçant vers la France ou d'autres pays.

Dans ce cadre préalablement défini, Campus France intervient sur instruction de ses mandants, dans les diverses activités et en particulier la protection sociale.

Campus France se dote des moyens nécessaires à ses interventions au travers de contrats passés avec différents prestataires (agence de voyage, réseaux permettant le versement des allocations, transports, organisme d'assurances...).

Campus France ne choisit pas les Bénéficiaires des programmes de mobilité. Ces derniers font l'objet d'une sélection par les mandants qui décident selon leurs propres critères de permettre la mobilité d'un Bénéficiaire et fixent l'étendue des prestations mises en place pour ce dernier.

De la même façon, les Bénéficiaires ne choisissent pas les prestations dont ils bénéficient.

Le MEAE reste le principal contributeur de Campus France.

La rémunération de l'activité de mandataire de Campus France se fait au travers d'une grille tarifaire approuvée par le mandant prévoyant un montant forfaitaire et/ ou une rémunération mensuelle forfaitaire fixe, et ce quelle que

soit l'étendue des prestations mises en place.

La rémunération pour l'activité de mandataire et la rétribution sur les activités annexes (protection sociale, activités culturelles sous forme de cotisations versées, l'hébergement dans les résidences d'accueil de l'EPIC) constituent la valorisation de ces activités pour Campus France.

Article 1.3 Présentation des chiffres clés concernant l'assurance des Bénéficiaires

Ci-après les chiffres clés liés aux Bénéficiaires de la protection sociale de Campus France sont les suivants (source gestionnaire actuel de l'accord cadre) :

Nombre d'affiliations

| TYPE DE CONTRAT | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|--------|--------|--------|
| Contrat au 1^{er}€ | 8 555 | 9 796 | 10 272 |
| Contrat en complément Sécurité Sociale | 4 536 | 8 763 | 8 619 |
| Forfait | 6 175 | 6 153 | 6 418 |
| TOTAL | 19 266 | 24 712 | 25 309 |

Durée moyenne des affiliations (au 31/12/2024)

| Type de contrat | Formule | Couverture | Nombre d'affiliations | Durée moyenne en mois |
|-----------------------------------|---------|---|-----------------------|-----------------------|
| Contrat au 1^{er}€ | RS01 | Protection sociale 80 | 20 758 | 1,7 |
| | RS08 | Protection sociale 100 | 4 690 | 2,3 |
| | RS12 | Protection sociale universelle | 854 | 6,0 |
| | RS03 | Protection sociale France et pays d'origine | 314 | 12,1 |
| | RS07 | Assistance/Responsabilité civile | 32 | 2,8 |
| Contrat en complément SS | RS14 | Complémentaire santé 100 | 14 316 | 9 |

| | | | | |
|----------------|------|----------------------------------|--------|-----|
| Forfait | RS05 | Protection étranger +30 | 410 | 1,6 |
| | RS06 | Protection étranger 30 | 10 799 | 0,3 |
| | RS02 | Protection sociale Invitation | 7 683 | 0,3 |

Montant des primes Frais de santé / prévoyance

| | 2022 | 2023 | 2024 |
|---|-------------|-------------|-------------|
| | Primes TTC | Primes TTC | Primes TTC |
| Contrat au 1^{er}€ | 519 707€ | 533 049€ | 573 437€ |
| Contrat en complément sécurité sociale | 323 683€ | 881 281€ | 1 075 495€ |
| Forfait | 7 542€ | 6 746€ | 8 380€ |
| TOTAL | 850 932€ | 1 421 076€ | 1 657 313€ |

Montant des primes assistance rapatriement et responsabilité civile et nombre de dossiers indemnisés

| | 2022 | 2023 | 2024 |
|--------------------------------------|-------------|-------------|-----------------------|
| Total des primes HT | 134 995€ | 215 165€ | Estimée à 250 882€ |
| Nombre de dossiers indemnisés | 72 | 107 | 67 |

Les pays de consommation frais de santé et prévoyance

| | 2022 | 2023 | 2024 |
|--------------------|-------------|-------------|-------------|
| France | 92,7% | 96,5% | 97,8% |
| Autres pays | 7,3% | 3,5% | 2,2% |

ARTICLE 2 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

Article 2.1 Objet de l'Accord cadre

2.1.1 Objet

Le présent Accord-cadre porte sur des prestations de gestion et d'assurance pour les Bénéficiaires de mobilité accompagnés par Campus France.

Le présent Accord-cadre comporte trois (3) prestations techniques :

- Une prestation de gestion portant sur le périmètre suivant :
 - La gestion des affiliations avec la livraison de fichiers affiliés à l'ensemble des partenaires du programme assurant le contrôle d'éligibilité et selon des formats définis,
 - La mise en place d'un dispositif d'échanges de données entre Campus France et le prestataire de gestion concernant les affiliations effectuées par Campus France et comprenant les éléments suivants :
 - Identifiants et codes internes à Campus France permettant l'identification du Bénéficiaire, du mandant, de la formule et des périodes de garantie et qui doivent être présents dans le document de facturation adressé à Campus France.
 - La gestion des appels de primes de façon globale pour l'ensemble des prestations d'assurance et d'assistance incluant :
 - Un dispositif de calcul des primes d'assurances identiques aux modalités de calcul vis-à-vis des mandants et existant dans le système de facturation de Campus France (réplication à l'identique, règles personnalisées),
 - La prise en compte d'identifiants et de code internes à Campus France concernant l'identification du mandant, de la formule et des périodes de garantie à gérer,
 - Toutes ces informations doivent être présentes dans le document de facturation adressé à Campus France,
 - La fourniture mensuelle de fichiers et de données de pilotage,
 - La fourniture et la présentation des éléments permettant de réaliser des analyses quantitatives, qualitatives et actuarielles à la demande et/ou si détection d'éléments nécessitant une attention particulière, et de façon proactive et en tout état de cause au minimum une fois par an,
 - La proposition d'un dispositif de coordination, de suivi et de pilotage du programme d'assurance avec la comitologie associée,

- Le suivi des KPIS concernant la qualité de service,
- La mise à disposition d'un espace entreprise pour Campus France permettant un accès à des tableaux de bord et de visualisation.
- La gestion des prestations en frais de santé et prévoyance au 1er€ et en complément Sécurité Sociale selon la situation des Bénéficiaires,
- La mise à disposition d'un plateau de contacts multilingues pour les Bénéficiaires (point d'entrée unique) couvrant la téléphonie et les autres médias,
- La gestion de la communication et de la prévention vis-à-vis des Bénéficiaires,
- La mise en place de guides d'utilisation des garanties et des moyens de contacts en français et anglais *a minima* (9 guides existants à ce jour selon les différentes populations de Bénéficiaires concernés et les garanties mises en place),
- La mise à disposition d'une application wallet / smart phone et d'espace adhérent pour les Bénéficiaires des garanties,
- Une prestation d'assistance rapatriement incluant une assistance juridique, une garantie responsabilité civile, une garantie assistance psychologique y compris la gestion des prestations définies dans le tableau de garantie sauf celles mentionnées dans le périmètre couvert par la prestations de gestion définies ci-dessus.
- Une prestation d'assurance frais de santé et prévoyance distinguant 9 formules de garantie.

Dans le cadre de la mise en place prévue au 1er janvier 2026, il convient de prévoir le transfert des contrats en cours dans les nouvelles solutions mises en place pour une volumétrie estimée au 31/12/2025 à 7 000 Bénéficiaires. qui se répartissaient au 31/12/2024 et au 28/02/2025 de la façon suivante :

| | Couvert en date du : | |
|--------------------------|-----------------------------|-------------------|
| Nature de dépense | 31/12/2024 | 28/02/2025 |
| Total | 6 676 | 6 173 |
| RS01 | 1 029 | 434 |
| RS02 | 12 | 12 |
| RS03 | 108 | 103 |
| RS05 | 6 | 5 |
| RS06 | 32 | 17 |
| RS07 | 2 | 2 |
| RS08 | 217 | 127 |
| RS12 | 156 | 143 |
| RS14 | 5 114 | 5 330 |

2.1.2 Forme de la consultation

La présente consultation est une procédure avec négociation passée en application de l'article L. 2124-3 et des articles R. 2124-3 ainsi que des articles R. 2161-12 à R. 2161-20 du Code de la Commande Publique avec réduction du nombre de candidats admis à soumissionner, conformément aux dispositions des articles R. 2142-15 à R. 2142-18 du CCP (phase de présélection régie par le présent Règlement d'Appel à Candidature).

Campus France se réserve la possibilité d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales, sans négociation (article R. 2161-17 du CCP).

Le choix de la procédure avec négociation est justifié notamment par les éléments suivants :

- **Le besoin ne peut être satisfait qu'avec une solution sur-mesure :**
 - Les différents types de contrat imposent des prestations de gestion minimales pour le Bénéficiaire de Campus France, avec des particularismes propres à sa situation mais également à la population couverte (digitalisation des parcours, partage de données, mise à disposition d'échanges de données, clause de participation aux bénéfices),
 - Une personnalisation poussée de la gestion de risques doit être recherchée pour enrichir la prise en charge des Bénéficiaires de Campus France à l'aune de cas nouveaux ou devenus récurrents survenus depuis la dernière mise en concurrence.

- **La complexité de l'accord-cadre et de ses risques :**
 - Dans le cadre d'une croissance forte des dépenses de santé et des coûts d'assistance, les assureurs et les gestionnaires de programme d'assurance ont eu à faire face à des surcroits de prise en charge avec un accroissement fort des volumétries (croissance des effectifs 2022/2023),
 - Afin de bénéficier d'un coût de gestion et d'assurance adapté et de conserver l'attractivité du dispositif d'assurance vis-à-vis des mandants, Campus France doit pouvoir mettre en concurrence les offres qui seront remises pour :
 - Bénéficier du tarif le plus ajusté possible compte tenu de la croissance constatée,
 - Mettre en place une grande stabilité de la tarification sur la durée de l'accord-cadre (maîtriser l'équilibre entre le pourcentage des primes et le budget en euros).
- **Le besoin consiste en une solution innovante :**
 - La bonne gestion de l'assurance des Bénéficiaires de Campus France suppose des réseaux et un maillage territorial de l'offre de soins, de qualité, en France comme à l'international, de procéder à la gestion de frais de santé au 1^{er}€ et en complément SS avec la gestion de transfert d'assuré d'un régime à l'autre, à un coût qui doit rester maîtrisé avec des solutions performantes de *cost containment* opérationnel à l'étranger et des coordinations à mettre en place entre différents opérateurs (assureur et assistant),
 - La capacité du gestionnaire, des assureurs et des assistants à proposer des solutions innovantes, notamment en termes d'outils numériques et digitaux (accès de l'information / gestion des factures de soins / prise en charge des hospitalisations / rapatriement / échanges de données avec Campus France / règles de calculs de la prime spécifiques selon le type et la durée des séjours).

Article 2.2 Variantes et offres multiples

2.2.1. Les variantes constituent des modifications, à l'initiative des candidats, de spécifications prévues dans la solution de base décrite dans les documents de la consultation.

Elles sont **interdites** dans le cadre de la présente procédure avec négociation.

2.2.2. Une offre multiple consiste à faire, en réponse à un ou plusieurs éléments obligatoires constitutifs de l'accord-cadre, plusieurs propositions.

Les offres multiples sont également **interdites**.

Article 2.3 Allotissement

L'accord-cadre fait l'objet d'un lot unique regroupant l'ensemble des prestations.

L'absence d'allotissement se justifie en raison de l'unicité du besoin de Campus France :

- La complémentarité et la cohésion entre les différentes prestations qui forment un ensemble indissociable ;
- La nécessité d'apporter un service global aux Bénéficiaires avec un interlocuteur unique.

En outre, les services de gestion et d'assurance proposés sur le marché spécifique de la protection sociale internationale ou de ressortissants étrangers venant en France sont composés de cet ensemble de prestations.

Article 2.4 Langue de consultation

Tous les documents fournis par les candidats au cours de la consultation devront être rédigés en langue française.

De même, tous les échanges, écrits ou oraux, entre Campus France et les candidats se dérouleront en langue française.

Article 2.5 Spécifications techniques

Les descriptions des prestations attendues et les spécifications techniques minimales sont décrites dans le Cahier des Prescriptions Minimales, qui sera joint au Dossier d'offre remis aux candidats présélectionnés.

Article 2.6 Quantités prévisionnelles

Le montant estimatif de l'Accord-cadre sur 5 ans, donné à titre purement informatif, et sans valeur contractuelle, est de 8 500 000 €.

Article 2.7 Durée de l'Accord cadre

Comme précisé par le CCAP, l'Accord-cadre prend effet le 1^{er} janvier 2026, pour une durée initiale d'un (1) an.

Le délai de mise en place est incompressible et le Titulaire s'engage à débiter l'exécution des prestations au 1^{er} janvier 2026.

L'Accord-cadre est reconduit par tacite reconduction, sauf dénonciation notifiée trois (3) mois avant l'échéance contractuelle pour Campus France et six (6) mois avant l'échéance contractuelle pour le Titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception. La dénonciation de l'Accord-cadre n'a pas à être motivée.

La reconduction a pour effet de prolonger la durée de l'Accord-cadre d'une (1) année supplémentaire.

Le nombre de reconduction tacite est limité à trois (3) fois, de sorte que l'Accord-cadre prendra fin de plein droit le 31 décembre 2029 au plus tard et sans autre formalité.

ARTICLE 3 CALENDRIER DE CONSULTATION

Le calendrier prévisionnel retenu par Campus France dans son processus de sélection est défini comme suit :

| Événement | Calendrier |
|---|---|
| Appel à candidature - Publication au JOUE | Lundi 31/03/2025 |
| Date limite de réception des candidatures | Mercredi 30/04/2025 à 12 heure - (heure de Paris) |
| Date de remise du DCE partie offre | Lundi 19/05/2025 |
| Date limite de réception des offres initiales | Jeudi 12/06/2025 à 12 heure - (heure de Paris) |
| Négociations (éventuelles) avec les | Semaine du 07/07/2025. ½ journée par |

| | |
|---|--|
| candidats | candidat |
| Date limite de réception des offres finales | Mardi 15/07/2025 à 17 heure - (heure de Paris) |
| Choix de l'Attributaire | Semaine du 28/07/2025 |
| Notification de l'Accord-Cadre | Semaine du 25/08/2025 |
| Mise en place de l'Accord-Cadre | Septembre à décembre 2025 |
| Mise en service des prestations de l'Accord-cadre | Jeudi 01/01/2026 |

Campus France se réserve le droit de modifier le planning, qui n'est que purement prévisionnel, sans avoir à s'en justifier.

ARTICLE 4 CONDITIONS DE PARTICIPATION

Article 4.1 Aptitude à exercer l'activité professionnelle

La Consultation est réservée aux professionnels autorisés à réaliser les Prestations, à savoir :

- Mutuelles ou unions relevant du livre II du code de la mutualité ;
- Institutions de prévoyance relevant du titre III du livre IX du code de la sécurité sociale ;
- Entreprises d'assurance mentionnées à l'article L. 310-2 du code des assurances.

Les opérateurs économiques autorisés à participer peuvent éventuellement recourir à des intermédiaires d'assurance (agents généraux ou courtiers) pour ce qui concerne l'activité de distribution d'assurance, au sens des dispositions de l'article L. 511-1 du code des assurances.

Selon l'étendue de la mission de distribution d'assurances confiée aux éventuels intermédiaires d'assurance, ces derniers agiront :

- Soit en simple qualité de mandataire du candidat dans les conditions précisées à l'article 6.2 du présent Règlement d'appel à candidature, si l'intermédiaire en assurance a seulement vocation à présenter, proposer ou aider à conclure le contrat ou à réaliser d'autres travaux préparatoires à sa conclusion ;
- Soit en qualité de membre d'un groupement (dans les conditions

précisées à l'article 4.2 du présent Règlement d'appel à candidature) ou en qualité de sous-traitant, si l'intermédiaire en assurance est appelé à contribuer à la gestion et à l'exécution du contrat, notamment en cas de sinistre (v. alinéa 1 de l'article L. 511-1 du code des assurances).

En conséquence, les opérateurs économiques doivent remettre :

- Pour les intermédiaires d'assurance (quelle que soit la qualité au titre de laquelle ils interviennent), l'attestation d'immatriculation au registre unique des intermédiaires ORIAS en cours de validité ;
- Pour les mutuelles d'assurances et les compagnies d'assurances, l'agrément de l'Autorité de Contrôle prudentiel et de Résolution / autorité de contrôle ainsi que tout document comptable / réglementaire (Etat réglementaire) mentionnant le ratio de solvabilité.

Article 4.2 Forme du candidat : candidature individuelle ou sous forme de groupement

4.2.1 Sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence, les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidats à titre individuel ou sous la forme de groupement momentané d'entreprises.

La formule du groupement momentané d'entreprises peut notamment être utilisée par les candidats dans le cadre d'une co-assurance, en vue de permettre un partage des risques entre les différents membres du groupement.

4.2.2. Le groupement pourra, au choix des candidats, être solidaire ou conjoint. Il n'est pas prévu, après attribution de l'Accord-cadre, que le groupement soit tenu d'adopter une forme juridique déterminée.

En cas de groupement constitué avec un intermédiaire en assurance (voir article 5.1 du présent règlement d'appel à candidature), le groupement sera nécessairement conjoint, l'intermédiaire en assurance ne pouvant porter le risque assurantiel.

4.2.3. Les candidats souhaitant répondre à la Consultation sous la forme d'un Groupement désigneront un mandataire.

En cas de groupement conjoint, il n'est pas exigé que le mandataire soit

solidaire, pour l'exécution de l'Accord-cadre, de chacun des membres du groupement.

4.2.4. Il est interdit aux candidats de participer à la Consultation en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

Article 4.3 Intangibilité de la candidature

4.3.1. Conformément aux principes prévus par le CCP et notamment en son article R. 2161-5, la candidature remise par les candidats est intangible.

Il en résulte :

- Que les candidats doivent conserver, tout au long de la Consultation et à l'issue de celle-ci, le même niveau de capacités que celui qu'ils ont déclaré ;
- Qu'il doit exister une identité juridique entre le candidat ayant présenté une candidature et le futur Titulaire, de sorte qu'il ne peut y avoir, au cours de la Consultation et à l'issue de celle-ci, de substitution, de retrait ou d'adjonction d'une personne distincte.

4.3.2. S'agissant des candidats ayant participé à la Consultation sous la forme d'un groupement, par exception à l'article 4.3.1 du présent règlement d'appel à candidature, il est fait application des principes suivants :

- Conformément à l'article L. 2141-13 du CCP, en cas de motif d'exclusion de la procédure de passation concernant un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, Campus France exigera son remplacement par un autre opérateur économique qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix (10) jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la Consultation ;
- Conformément au premier alinéa de l'article R. 2142-26 du CCP, en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander à Campus France l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de Campus France, un ou

- plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ;
- Conformément au deuxième alinéa de l'article R. 2142-26 du CCP (résultant du décret n° 2024-1251) du 30 décembre 2024, la présente consultation étant une procédure avec négociation, Campus France peut également autoriser le groupement qui en fait la demande à modifier sa composition lorsque les conditions suivantes sont remplies : (i) le groupement dispose des garanties économiques, financières, techniques et professionnelles exigées par l'acheteur pour participer à la procédure et (ii.) cette modification ne porte pas atteinte au principe d'égalité de traitement des candidats ni à une concurrence effective entre ceux-ci.

Campus France se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation définies par le présent règlement d'appel à candidature.

4.3.3. Conformément à l'article L. 2141-12 du CCP, si au cours de la Consultation l'opérateur économique est placé dans l'un des cas d'exclusion prévu par le CCP, il doit obligatoirement et sans délai informer Campus France de ce changement de situation.

Article 4.4 Mise en œuvre de l'interdiction d'attribuer ou d'exécuter des contrats de la commande publique avec la Russie

L'attention des candidats est attirée sur les dispositions du **règlement (UE) n°2022/576 du Conseil du 8 avril 2022** modifiant le règlement (UE) n°833/2014, qui prévoit des mesures restrictives auxquelles il leur appartient de se conformer.

ARTICLE 5 DOCUMENTS DE L'APPEL A CANDIDATURE

Article 5.1 Documents relatifs à la candidature

Le Dossier d'appel à candidature est composé des pièces constitutives suivantes :

- L'avis d'appel à la concurrence relatif à la consultation,

- Le présent Règlement d'Appel à Candidature (RAC) et ses annexes,
- Le Cahier des Prescriptions Minimales,
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières,
- Le Cadre de Réponse pour les candidatures,
- Les modèles de formulaire DC 1 et DC2 établis par le Ministère de l'Economie et des Finances.

Article 5.2 Retrait du dossier d'appel à candidature

Les candidats peuvent consulter les avis publiés, retirer le Dossier d'appel à candidature sur la plate-forme de dématérialisation des achats utilisée par Campus France (PLACE) à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Le candidat devra se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation, disponibles sur la plateforme.

Les candidats, qui le souhaitent, peuvent s'inscrire préalablement sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise> afin d'être destinataires des éventuels avertissements de modification de la consultation.

Les modalités d'inscription sont accessibles sur le site.

Ils obtiennent ainsi un identifiant et un mot de passe leur permettant de télécharger les documents de la consultation.

Campus France déconseille aux candidats de télécharger de façon anonyme le Dossier d'appel à candidature.

En effet, le téléchargement anonyme ne permet pas d'être informé en cas de modification de la consultation.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, les candidats doivent disposer des logiciels suivants : Winzip, Word, Excel, Adobe Reader.

Article 5.3 Renseignements complémentaires

Les candidats peuvent adresser à Campus France toute demande de

précision ou de renseignement complémentaire relatif à la présente consultation au plus tard dix (10) jours avant la date de remise des candidatures soit le lundi 21/04/2025.

Ces demandes doivent, être obligatoirement adressées par l'intermédiaire de la plate-forme de dématérialisation à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Campus France diffusera sur la plateforme les questions et les réponses apportées, au plus tard six (6) jours avant la date de remise des plis soit le jeudi 24/04/2025 à 17H00.

Dans le cas où la question et/ou la réponse serai(en)t de nature à dévoiler une partie du contenu de la réponse du candidat, Campus France reformulera la question et la réponse de manière neutre, afin que l'ensemble des candidats disposent de la même information.

Afin de garantir l'impartialité de la procédure, il est interdit aux candidats de prendre directement contact avec les agents de Campus France en charge de la présente consultation ainsi que des personnes l'assistant dans le cadre de la Consultation.

En cas de méconnaissance de cette interdiction, Campus France se réserve le droit de procéder à l'exclusion du candidat, en application de l'article L. 2141-8 du code de la commande publique.

Article 5.4 Anomalies, erreurs, incohérence, imprécisions ou omissions du Dossier d'appel à candidature

Chaque candidat est tenu de signaler les anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions qui sont susceptibles de le léser à la lecture des pièces constitutives du Dossier d'appel à candidature.

A défaut de les avoir signalées, le candidat est réputé admettre que ces éventuelles anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions ne l'ont pas lésé dans sa compréhension du Dossier d'appel à candidature, dans l'élaboration de sa candidature.

De même, le futur Titulaire ne pourra en aucun cas se prévaloir de ces erreurs,

omissions ou anomalies pour se soustraire à l'une quelconque de ses obligations.

Article 5.5 Confidentialité

5.5.1. Les données communiquées par Campus France aux candidats pour l'élaboration de leurs réponse (leur candidature puis, pour les candidats présélectionnés, leur offre) ne peuvent en aucun cas être communiquées ou utilisées à d'autres fins que celles de la présente consultation.

A défaut du respect de cette obligation de confidentialité, Campus France se réserve le droit de demander un dédommagement au candidat concerné ou de conduire toute action qu'il jugera utile.

5.5.2 Il est rappelé aux candidats qu'il leur est strictement interdit d'entreprendre des démarches en vue d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de leur donner un avantage indu lors de la procédure de passation de l'accord-cadre.

En présence d'éléments précis et circonstanciés indiquant que l'opérateur a effectué des démarches qu'il savait déloyales en vue d'obtenir des informations dont il connaissait le caractère confidentiel et qui étaient susceptibles de lui procurer un avantage indu dans le cadre de la procédure de passation, Campus France fera application des dispositions de l'article L. 2141-8 du code de la commande publique.

Dans ce cadre, les candidats sont informés que :

- Dans l'hypothèse où, quelle qu'en soit la cause (y compris si elle ne leur est pas initialement imputable), les candidats seraient rendus destinataires de documents/ informations dont ils ne peuvent pas ignorer qu'ils/elles ne leur sont pas destiné(e)s, ces derniers ont interdiction d'en prendre connaissance ;
- Dans l'hypothèse où, quelle qu'en soit la cause (y compris si elle ne leur est pas initialement imputable), les candidats auraient connaissance de documents / informations se rapportant à un autre opérateur économique, ils ont l'obligation d'informer **immédiatement** Campus France et de prendre, **avec la plus grande diligence**, toutes les mesures appropriées pour limiter le dommage.

Les candidats sont informés que le respect de ces principes sera pris en considération, par Campus France, dans le cadre de la procédure prévue à l'article L. 2141-11 du code de la commande publique.

Il est demandé aux candidats de rappeler, aux personnes (internes ou externes) en charge de les accompagner dans la mise en œuvre de la présente procédure, les présentes conditions et les conséquences auxquelles le candidat s'expose si elles n'étaient pas respectées.

Article 5.6 Modification du dossier d'appel à candidature

5.6.1. Campus France se réserve le droit d'apporter, au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la remise des candidatures, des modifications au Dossier d'appel à candidature.

Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié.

Ces modifications sont mises en ligne sur la plate-forme de dématérialisation des achats utilisée par Campus France (PLACE) à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des candidatures est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5.6.2. Le Dossier d'appel à candidature pourra également être modifié afin, le cas échéant, de mettre en œuvre les règles applicables en cas de « circonstances exceptionnelles », dans les conditions définies par les articles L. 2711-1 et suivants du CCP créés par la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique.

ARTICLE 6 DOCUMENTS A PRODUIRE PAR LES CANDIDATS

Article 6.1 Documents relatifs à la candidature

Chaque opérateur économique, qu'il se présente seul ou en groupement, produit à l'appui de sa candidature, dans les conditions des articles R. 2143-3 à R. 2143-16 du CCP :

(i) Une **lettre de candidature** datée (formulaire DC1 et DC2 ou équivalent), dûment renseigné dans toutes ses rubriques (le formulaire devra indiquer également les nom, prénom, adresse postale, numéro(s) de téléphone, adresse e-mail, SIRET et numéro de TVA intracommunautaire des candidats).

Point d'attention : en cas de candidature groupée :

- Tous les membres doivent signer la lettre de candidature ou, à défaut, habilitier leur mandataire à la signer en leur nom (**l'habilitation devant alors être fournie dès le stade de la candidature, contrairement aux informations figurant sur le modèle de formulaire DC1 établi par le Ministère de l'Economie et des Finances**) ;
- La répartition des prestations entre les différents membres composant le groupement devra être indiquée (par exemple, en complétant la rubrique « *E - Identification des membres du groupement et répartition des prestations* », en cas d'utilisation du formulaire DC1).

(ii) Une **déclaration sur l'honneur**, dûment datée et signée individuellement et électroniquement, pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas visés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du CCP – si elle n'est pas donnée dans le cadre du formulaire DC1 ;

(iii) Tout document relatif aux **pouvoirs** de la personne physique habilitée pour engager le candidat (un extrait K-Bis ou toute pièce justificative équivalente : pouvoir, délégation de signature). Les documents fournis devront permettre de remonter la chaîne de délégation depuis les statuts de l'entreprise pour chaque membre du groupement ou chaque candidat individuel ;

(iv) Le **Cadre de réponse** pour les **candidatures (sous format xls)**, dûment **complété et renseigné** et éventuels documents annexés et accompagnés de tout document comptable / réglementaire (Etat réglementaire) mentionnant le ratio de solvabilité pour les mutuelles et compagnies d'assurance ;

(v) La **preuve de l'aptitude du candidat à exercer l'activité professionnelle**, dans les conditions définies à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du présent règlement d'appel à candidature.

Article 6.2 Précisions relatives aux candidatures

Candidature remise par un mandataire. – Comme rappelé à l'article 4.1 du présent Règlement d'appel à la candidature, le Dossier de candidature peut être remis par un intermédiaire en assurance agissant au nom et pour le compte du ou des opérateur(s) économique(s) candidat(s).

Dans cette hypothèse, les pièces composant le Dossier de candidature devant être signées pourront l'être par l'intermédiaire en assurance. Elles devront toutefois comporter l'ensemble des renseignements et documents se rapportant au ou aux opérateur(s) économique(s) candidat(s).

Traduction - Le cas échéant, celles des pièces composant le Dossier de candidature rédigées dans une langue autre que le français sont produites accompagnées de leur traduction en langue française.

Utilisation des formulaires DC1 et DC2 - Pour faciliter la lisibilité des Dossiers de candidature, les candidats sont invités à présenter les renseignements visés au **(i)** et **(ii)** de l'article 6.1. ci-dessus en utilisant les formulaires DC 1 et DC2 établis par le Ministère de l'Economie et des Finances et disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>, joint au Dossier d'appel à candidature.

Il est néanmoins précisé que les candidats ont toute possibilité soit de compléter directement ce formulaire, soit d'établir leurs propres supports de réponse à la condition de fournir l'ensemble des informations sollicitées.

Le Dossier de candidature à remettre par les candidats devant comporter un Cadre de réponse administratif pour les candidatures dûment complété et renseigné (cf. **(iv)** de l'article 6.1 ci-dessus),

Utilisation du document unique de marché européen - Conformément à l'article R. 2143-4 du CCP, les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme du document unique de marché européen (DUME).

A cette fin, les candidats peuvent, s'ils le souhaitent, utiliser le service DUME accessible à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>.

Les candidats peuvent se limiter à indiquer dans le DUME qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur

celles-ci. En revanche, ils sont obligatoirement tenus, dans tous les cas (quelles que soient les informations mentionnées dans le DUME), de **remettre le Cadre de Réponse pour les candidatures** dûment complété et renseigné (cf. **(iv)** de l'article 6.1 ci-dessus).

Preuve par équivalent - Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de renseigner certains renseignements demandés dans le Cadre de Réponse pour les candidatures dûment complété et renseigné (cf. **(iv)** de l'article 6.1 ci-dessus), il est autorisé à prouver ses capacités par tout autre moyen approprié (par exemple : déclarations appropriées de banques, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents, etc.).

S'il fait usage de la faculté prévue au présent point, le candidat devra tout de même remettre le Cadre de Réponse, complété des informations qu'il est en mesure de renseigner.

Précisions :

- L'absence de références relatives à l'exécution de contrats de même nature ne peut justifier, par elle-même, l'élimination du candidat. Il appartient toutefois à l'opérateur économique de rapporter la preuve de ses capacités financières et économiques d'une part et professionnelles et techniques d'autre part ;
- Si le candidat entend se prévaloir du chiffre d'affaires réalisé au titre des mois écoulés de l'année 2020, il lui appartient, si ce chiffre d'affaires a connu une baisse imputable à l'épidémie de covid-19, d'apporter les justificatifs appropriés permettant à Campus France de neutraliser les conséquences de la crise sanitaire (v. article 3 de l'ordonnance n° 2020-738 du 17 juin 2020 *portant diverses mesures en matière de commande publique*).

Entités pourvoyeuses de capacités - Pour justifier de ses capacités, chaque opérateur économique, se présentant seul ou en groupement, peut faire valoir les capacités d'autres entités quelle que soit la nature juridique des liens existants entre ces entités et lui (**l'Entité pourvoyeuse de capacité**).

Dans ce cas, le candidat produit les mêmes documents concernant ces entités que ceux exigés de lui par Campus France.

En outre, il doit justifier qu'il en disposera pour l'exécution de l'Accord-cadre, par tout moyen approprié - par exemple en produisant, un engagement écrit de l'entité concernée.

Système électronique de mise à disposition d'informations et espace de stockage numérique - Conformément à l'article R. 2143-13 du CCP, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que Campus France peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition **(i.) que figurent dans le Dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et (ii.) que l'accès à ceux-ci soit gratuit.**

Informations déjà en possession de Campus France - Conformément à l'article R. 2143-14 du CCP, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis à Campus France d'une précédente consultation et qui demeurent valables, à condition **que figurent dans le Dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ces documents.**

ARTICLE 7 CONDITIONS D'ENVOI DES CANDIDATURES

Article 7.1 Transmission sur support papier des dossiers de candidatures

Le dépôt sous format papier n'est pas autorisé pour cette procédure.

Article 7.2 Transmission électronique des dossiers de candidatures

Les plis devront impérativement être reçus sous forme dématérialisée. Ils sont déposés via le profil d'acheteur dont l'adresse internet est indiquée en page de garde.

Les conditions de dépôt d'une offre électronique sont explicitées dans l'annexe au présent règlement de la consultation intitulée « dématérialisation des procédures de commande publique ».

Pour plus d'informations, le candidat peut télécharger le guide d'utilisation « entreprises » proposé par la PLACE, via le lien suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide>

Il est fortement recommandé aux candidats, d'accompagner, dans les délais impartis pour la remise des offres, leur offre électronique d'une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD, DVD-ROM ou clé USB) ou sur support papier.

Les candidatures électroniques et les copies de sauvegarde doivent impérativement parvenir à Campus France avant la date limite de remise des candidatures indiquée en page de garde. Au-delà les plis ne seront pas ouverts.

Article 7.3 Document Unique de Marché Européen (DUME)

En lieu et place des DC1 et DC2, le candidat peut, pour présenter ses éléments de candidature, utiliser le service DUME.

Le DUME vous permet :

- de déclarer sur l'honneur que vous pouvez candidater à un marché public ;
- d'indiquer que vous n'entrez pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner ;
- d'indiquer que vous remplissez les critères de sélection choisis par Campus France.

Ainsi, pour cette consultation, les candidats pourront utiliser le DUME opérateur économique pour le concevoir, le visionner et le télécharger afin de le joindre à leur pli électronique. Pour ce faire, ils doivent se rendre sur l'utilitaire disponible à l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Article 7.4 Copie de sauvegarde

Les candidats qui effectuent en sus de la transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique (clé USB, CD-ROM ou équivalent) ou papier doivent faire parvenir cette copie de sauvegarde dans le délai prescrit pour la remise des Dossiers de candidature.

Cette copie doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible sans avoir besoin d'ouvrir l'enveloppe :

COPIE DE SAUVEGARDE

Procédure avec négociation n° 2025_11

Accord cadre de services d'assurance et de gestion pour les Bénéficiaires de Campus France

Supports papier et électronique

Nom et adresse du candidat

Copie de sauvegarde - Ne pas ouvrir

La copie de sauvegarde doit être transmise par courrier recommandé avec demande d'avis de réception ou remise en main propre à Campus France contre récépissé.

La réception des Dossiers de candidature contenant la copie de sauvegarde est assurée à :

Campus France - 28, rue de la Grange-aux-Belles, 75010 PARIS
du lundi au jeudi de 9H00 à 12H00 et 14H00 à 18H00.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant a été détecté par Campus France dans le Dossier de candidature transmis par voie électronique ;
- Lorsqu'un Dossier de candidature a été transmis par voie électronique mais n'est pas parvenue à Campus France dans les délais de dépôt ou bien n'a pas pu être ouvert par Campus France, sous réserve dans les deux cas que la copie de sauvegarde soit parvenue à Campus France dans les délais prévus.

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par Campus France

La copie de sauvegarde doit comporter l'ensemble des éléments de candidature des candidats.

Les candidats prendront leurs dispositions pour respecter ces conditions de remise. Aucun Dossier de candidature envoyé par email ne sera accepté. Aucune copie de sauvegarde envoyée à une adresse postale autre que celle indiquée ci-dessus ne sera acceptée.

ARTICLE 8 ANALYSE DES DOSSIERS DE CANDIDATURES

Aucune indemnité, aucun droit de remboursement de frais, ne sera alloué aux candidats au titre des études et projets présentés.

Article 8.1 Régularité et complétude des dossiers de candidatures

Les candidats qui ne peuvent soumissionner en application des dispositions des articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du CCP, qui ne justifient pas de leur aptitude à exercer l'activité professionnelle ou qui produisent des Dossiers de candidature ne comportant pas l'ensemble des pièces et des renseignements exigés par le présent Règlement d'Appel à Candidature ne sont pas admis à participer à la suite de la procédure de passation de l'accord-cadre.

Toutefois, s'il constate que des pièces dont la production était réclamée – ou de documents équivalents (v. article 6.2. du Règlement d'Appel à Candidature) – sont absentes ou incomplètes, Campus France peut demander à tous les candidats concernés, dans les conditions fixées par l'article R. 2144-2 du CCP, de produire ou de compléter ces pièces dans un délai identique pour tous, lequel ne saurait être supérieur à dix (10) jours.

Article 8.2 Niveaux minimaux de capacité

Les Dossiers de candidatures considérés comme réguliers et complets sont ensuite examinés au regard des niveaux minimaux de capacités suivants :

| Libellés | Niveau |
|---|---|
| Déclaration concernant le chiffre d'affaires global réalisé au cours des trois (3) derniers exercices disponibles | Il est précisé que pour la capacité économique et financière un niveau minimum de 3 000 000€ HT de chiffre d'affaires (chiffre d'affaires moyen sur les trois (3) derniers exercices disponibles) est exigé. |

| Libellés | Niveau |
|---|--|
| Déclaration indiquant l'effectif global du candidat pour les trois (3) dernières années | Le nombre de collaborateurs (nombre moyen sur les trois derniers exercices) doit être au minimum de cent (100) personnes. |

Article 8.3 Critères de sélection des candidatures

Si le nombre de ces candidats est supérieur à trois (3) après application des **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** seuils seront sélectionnés les trois (3) candidats ayant remis le meilleur Dossier de candidature, et sélectionnés sur la base d'un classement établi en application des critères pondérés suivants :

1. Surface financière (30%), points répartis comme suit et détaillés dans le Cadre de Réponse pour les candidatures :

a. Chiffres clés

- Chiffre d'affaires au 31/12/2024 ou dernier exercice connu en indiquant la répartition par risques concernés par l'Accord-cadre,
- Nombre de contrats en gestion au 31/12/2024 ou dernier exercice connu en indiquant la répartition par risques concernés par l'Accord-cadre

b. Solidité financière

Ratio de solvabilité financière pour les organismes d'assurance,
Capitaux propres au 31/12/2024 ou dernier exercice connu,
Résultat comptable des 3 dernières années.

2. Nombre et répartition des moyens humains (30%) points répartis comme suit et détaillés dans le Cadre de Réponse pour les candidatures :

- a. Effectifs moyens annuels du candidat sur les 3 dernières années
- b. Importance du personnel d'encadrement pendant les 3 dernières années en nombre et %.

3. Pertinence des références (40%) en rapport avec l'objet de l'Accord-cadre, points détaillés dans le Cadre de Réponse pour les candidatures (trois (3) références maximum).

Au regard de chaque critère chaque candidat se verra attribué une note :

1. sur le critère : surface financière (SF),
2. sur le critère : moyens humains (NMH),
3. sur le critère : Nombre et pertinence des références (PR),

Chaque candidat se verra attribuer à la suite du jugement des critères énoncés ci-dessus une note globale (NG) sur 100 points établie de la manière suivante.
 $NG = (SF * 0,30) + (NMH * 0,30) + (PR * 0,40)$.

Conformément à l'article R. 2142-25 du CCP, l'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter l'Accord-cadre.

Article 8.4 Vérification de l'absence d'interdiction de soumissionner

Conformément aux dispositions de l'article R. 2144-5 du CCP, les candidats sélectionnés, et à ce titre pressentis pour être autorisés à soumissionner, devront communiquer à Campus France, dans le délai qui leur sera imparti :

- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents en matière d'impôts, de taxes, de contributions ou de cotisations sociales, dont la liste est fixée par l'annexe 4 du CCP. Le candidat établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement ;
- Un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion ;
- Le cas échéant,
 - La copie du ou des jugements prononcés l'autorisant à poursuivre son activité pendant toute la durée d'exécution de l'Accord-cadre, si le candidat est en redressement judiciaire ;
 - La copie du plan de redressement (v. article 1 de l'ordonnance n° 2020-738 du 17 juin 2020 portant diverses mesures en matière de commande publique).

Liste des Annexes au Règlement d'Appel à Candidature :

- ANNEXE 1 Démographie des Bénéficiaires de Campus France
- ANNEXE 2 Frais de santé Ligne à ligne Campus France
- ANNEXE 3 Assistance statistique sinistres Campus France
- ANNEXE 4 Notice d'information Frais de santé Campus France

- ANNEXE 5 Notice d'information Assistance rapatriement Campus France